



Le Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive est un partenariat entre le Groupe de Pauvreté, Bureau de Politiques pour le Développement du PNUD et le Gouvernement brésilien.

Cadre analytique pour l'évaluation des effets productifs des programmes de transferts monétaires sur le comportement des ménages

par Silvio Daidone et Benjamin Davis, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Les programmes de transferts monétaires sont devenus un outil important dans les stratégies de protection sociale et de réduction de la pauvreté dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cependant, la plupart de leurs évaluations d'impact accordent peu d'attention aux activités économiques et productives. Le projet «De la protection à la production» (PtoP) vise à étudier l'impact des programmes de transferts monétaires sur les décisions économiques des ménages et l'économie locale.¹ Ce projet de recherche est mis en œuvre conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF et s'appuie sur les évaluations d'impact qui sont réalisées actuellement ou sont prévues dans sept pays d'Afrique subsaharienne : Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Zambie et Zimbabwe.

Asfaw et al. (2012) estiment que les moyens d'existence en Afrique subsaharienne dépendent encore d'une agriculture de subsistance. Une approche commune a été adoptée pour étudier le processus de décisions des ménages dans ces contextes. Elle consiste à employer un modèle dans lequel les ménages sont des consommateurs qui maximisent l'utilité et les avantages des biens agricoles et qui peuvent être confrontés à des contraintes de marché (Singh et al., 1986). La plupart des bénéficiaires vivent dans des lieux où les marchés des services financiers, de l'emploi, des biens et des intrants n'existent pas ou fonctionnent mal, ce qui oblige les ménages agricoles à adopter des stratégies à faible risque et à faibles rendements.

Les ménages qui bénéficient de transferts monétaires réguliers et prévisibles peuvent surmonter les obstacles qui limitent leur accès au crédit ou aux liquidités. La prévisibilité et la régularité de ces transferts peuvent ainsi modifier le comportement des ménages, augmenter les investissements générateurs de revenus, influencer sur le rôle des bénéficiaires dans les réseaux sociaux, accroître l'accès aux marchés et injecter des ressources dans les économies locales. Les transferts monétaires peuvent donc non seulement servir de protection sociale mais aussi de moyen de générer des gains de production au niveau de l'exploitation.

L'objectif d'une évaluation d'impact est d'attribuer un impact observé au programme d'intervention. En outre, l'élaboration d'un scénario contrefactuel nous permet d'indiquer ce qui serait arrivé aux bénéficiaires s'ils n'avaient pas bénéficié de l'intervention. Il est nécessaire de constituer un groupe de contrôle qui soit très similaire au groupe d'intervention pour estimer cet élément contrefactuel.

Le moyen le plus direct de constituer un groupe de contrôle comparable est d'élaborer un protocole expérimental (essais contrôlés randomisés) dans lequel les ménages sont affectés aléatoirement au groupe de contrôle et au groupe de traitement. Ce moyen garantit que le traitement n'est pas corrélé à d'autres variables observables et non observables et que les résultats potentiels seront donc statistiquement indépendants du traitement.

Les protocoles expérimentaux sont souvent difficiles à mettre en pratique. En cas de difficulté, ou lorsque les essais contrôlés randomisés ne parviennent pas à obtenir un équilibre observable entre les groupes, il est nécessaire d'employer des modèles non expérimentaux.

Dans les essais contrôlés randomisés, l'effet du traitement moyen du transfert monétaire peut être défini simplement comme étant la différence moyenne des résultats entre les deux groupes. Si des données de panel sont disponibles, les estimations d'impact peuvent être améliorées en appliquant une méthode de «différence de différence» (ou double différence). La méthode consiste à comparer la différence des résultats obtenus pour le groupe de traitement avant et après avoir reçu le transfert monétaire et à soustraire la différence des résultats obtenus pour le groupe de contrôle. L'estimateur par différence de différence (avant/après) tient ainsi compte de l'hétérogénéité non observée qui peut déboucher sur un biais de sélection.

D'autres techniques sont utilisées si les protocoles quasi expérimentaux et non expérimentaux ne sont pas souhaitables ou si les données de panel ne sont pas disponibles.

Les méthodes d'appariement sur les scores de propension constituent un groupe de comparaison statistique en appariant les ménages du groupe de traitement avec les ménages du groupe de contrôle sur la base des concordances observées dans la probabilité $P(Z)$ de participer à un programme de transfert monétaire, où Z représente les variables de contrôle observées mesurées avant la mise en œuvre du programme. La pondération par l'inverse de la probabilité (IPW) est une autre méthode très proche qui effectue une pondération des ménages du groupe de contrôle en utilisant $P(Z)$.

Les protocoles d'évaluation d'impact utilisés dans les sept pays inclus dans la présente étude couvrent l'éventail complet des essais contrôlés randomisés, des protocoles quasi expérimentaux et des protocoles non expérimentaux.

Il est important non seulement d'examiner les effets moyens de l'intervention mais aussi de comprendre comment les transferts monétaires affectent les différents types d'individus et de ménages. En ce qui concerne les programmes assurant des transferts fixes, l'impact peut varier en fonction de la taille du ménage, car la valeur par personne du transfert est supérieure pour les ménages plus petits. Les décisions relatives à l'allocation de la main-d'œuvre au niveau individuel peuvent varier entre les hommes et les femmes, et entre les adultes et les enfants.

Les décisions relatives à la production peuvent, quant à elles, varier en fonction de la disponibilité de la main-d'œuvre des ménages, de la situation géographique et/ou de l'accès à des actifs clés telles que la terre.

Pour déterminer les effets économiques des transferts monétaires, la collecte des données est confrontée à deux difficultés principales: la collecte d'informations plus détaillées dans un contexte où l'instrument d'enquête est déjà surchargé d'informations, et la nécessité de procéder à un arbitrage entre des éléments comparables dans le pays et entre des pays. Il conviendrait de mettre la priorité sur la normalisation avec les instruments nationaux existants et d'évoluer, le cas échéant, vers des modules pertinents beaucoup plus détaillés et alignés sur les nouvelles pratiques optimales qui apparaissent au niveau international telles que le projet d'Étude sur la mesure des niveaux de vie-Enquêtes intégrées sur l'agriculture (LSMS-ISA) en Afrique subsaharienne. Les effets sur les stratégies de génération de revenus sont estimés en partant des effets sur la production agricole mais ils doivent être triangulés avec les changements dans l'allocation de la main-d'œuvre des membres du ménage et le revenu net des entreprises familiales non agricoles.

La détermination des effets productifs est un nouveau champ de recherche dans le domaine des évaluations d'impact des programmes de transferts monétaires. Ces travaux ont des conséquences importantes sur les politiques. Étant donné la popularité croissante des programmes de transferts monétaires en Afrique subsaharienne, il est temps, désormais, de comprendre tous les effets – prévus et imprévus – de ces programmes. Les recherches peuvent, à cet égard, éclairer les débats politiques en cours en décrivant en détail la contribution des programmes de transferts monétaires à la réduction de la faim, la réduction de la pauvreté et la croissance partagée, en répondant aux préoccupations concernant leur pérennité et en analysant la contribution de l'aide sociale à l'économie et à la production.

Références:

Asfaw, S., Davis, B., Dewbre, J., Federighi, G., Handa, S. et Winters, P. (2012). 'Analytical framework for evaluating the productive impact of cash transfer programmes on household behaviour', IPC-IG Working Paper, No. 101. Brasília, Centre international de politiques pour une croissance inclusive.

Singh, I., Squire L. and Strauss, J. (eds) (1986). *Agricultural household models: Extension, application and policy*. Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press.

Note:

1. Voir <<http://www.fao.org/economic/ptop/accueil/fr/>>. Le projet PtoP fait partie d'un projet plus large sur les transferts: <<http://www.cpc.unc.edu/projects/transfer/>>.